

Le nouveau record du chômage rappelle l'urgence de faire sortir la France de l'Union européenne et de l'euro



Le gouvernement a choisi le 24 décembre, alors que les esprits sont occupés par la fête de Noël, pour annoncer subrepticement les derniers chiffres du chômage, une fois de plus catastrophiques. **Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A a bondi de 27.400 en novembre, pour atteindre le nouveau record historique de 3,49 millions.** (<http://www.romandie.com/news/France-la-magie-de-Noel-n039opere-pas-sur-le/549027.rom>)

Encore cette statistique ne porte-t-elle que sur les seuls demandeurs d'emploi de catégorie A, qui ne comptabilisent ni les demandeurs d'emploi de catégorie B (personnes recherchant un emploi et ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois) ni ceux de catégorie C (personnes recherchant un emploi et ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois). **Si l'on additionne les catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi en France est désormais supérieur à 5,5 millions.** (cf. <http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de,76/etudes-et-recherches,77/publications-dares,98/dares-analyses-dares-indicateurs,102/2014-080-demandeurs-d-emploi,18120.html>)

Faute de pouvoir agir sur les causes réelles du chômage, le gouvernement en est donc réduit à des expédients pathétiques pour que l'opinion ne réalise pas bien l'ampleur du désastre.

Il nous avait déjà habitués à prendre des mesures antisociales en plein mois d'août et à mettre en avant des sujets polémiques et anecdotiques pour occulter de graves décisions prises en catimini. Le voici désormais contraint d'annoncer la fulgurante montée du chômage au moment où parents et enfants sont réunis autour du sapin de Noël.

Suivant fidèlement le processus de nécrose que connut l'URSS dans les années 70-80, la prochaine étape de nos dirigeants sera sans doute de ne plus diffuser du tout les statistiques dérangeantes et contraires au dogme des lendemains qui chantent de la prétendue « construction européenne ».

L'UPR souligne quant à elle que la progression irrésistible du chômage de masse et de la pauvreté sont inéluctables puisque le gouvernement applique de façon criminelle les mesures déflationnistes et récessives exigées par la Commission européenne et la Banque centrale européenne.

L'UPR rappelle que seule la sortie unilatérale de l'Union européenne et de l'euro permettra de mettre en œuvre une politique permettant de lutter efficacement et durablement contre le chômage de masse et l'appauvrissement des Français.